

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2019/30038]

19 DECEMBRE 2018. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant le statut des membres du bureau et du collège d'autorisation et de contrôle du Conseil supérieur de l'Audiovisuel de la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret sur les services de médias audiovisuels, coordonné le 26 mars 2009, notamment les articles 138, § 3, 139, § 4, et 142, § 6;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 février 2004 fixant le statut des membres du bureau et des collèges du Conseil supérieur de l'Audiovisuel de la Communauté française;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 24 novembre 2018;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 28 novembre 2018;

Vu l'avis n° 64.861 du Conseil d'Etat donné le 18 décembre 2018, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu le « test genre » établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1^o, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française;

Considérant, la nécessité de simplifier et de rendre plus transparents les mécanismes de rémunération des mandataires publics;

Considérant, la réflexion entamée par le bureau du Conseil supérieur de l'Audiovisuel sur les modalités d'indemnisation et de rémunération de ses membres et des membres des Collèges de cet organisme d'intérêt public;

Sur proposition du Ministre des Médias;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le président du Conseil supérieur de l'Audiovisuel de la Communauté française exerce ses fonctions à temps plein.

Il bénéficie d'une allocation tenant lieu de traitement correspondant à l'échelle 161/1 telle que fixée par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des services du Gouvernement de la Communauté française.

Il ne perçoit pas de jeton de présence.

Art. 2. § 1^{er}. Les vice-présidents du Conseil supérieur de l'Audiovisuel bénéficient d'un jeton de présence de 180 EUR par séance du bureau, d'une réunion du Collège d'autorisation et de contrôle ou d'un groupe de travail lié à l'un ou l'autre de ces organes.

Ce jeton de présence ne sera perçu qu'une fois pour l'ensemble des séances du bureau, des collèges ou de groupes de travail prévues sur une même journée.

L'ordonnateur des dépenses récupère le trop-perçu au moment de la liquidation du premier mois qui suit l'échéance.

§ 2. Les vice-présidents du Conseil supérieur de l'Audiovisuel bénéficient en outre d'une indemnité forfaitaire mensuelle de 350 EUR visant à rétribuer leurs prestations, lorsqu'ils participent aux activités du Collège d'avis, à un groupe de travail, aux événements organisés par le Conseil supérieur de l'Audiovisuel ou leurs missions de représentation dans le cadre d'organismes externes au Conseil supérieur de l'Audiovisuel.

Cette indemnité forfaitaire est calculée en fonction du taux de participation des bénéficiaires aux séances du bureau, des Collèges ou des groupes de travail, calculé sur une base trimestrielle, selon les modalités suivantes :

- Si le bénéficiaire justifie sa présence à 80% des séances susvisées, la rémunération forfaitaire mensuelle sera perçue intégralement;
- Si le bénéficiaire justifie sa présence à plus de 50% et moins de 80% des séances susvisées, la rémunération forfaitaire mensuelle sera diminuée de moitié, soit 175 EUR;
- Si le bénéficiaire ne peut justifier sa présence à au moins 50% des séances susvisées, la rémunération forfaitaire mensuelle sera suspendue.

L'ordonnateur des dépenses récupère le trop-perçu au moment de la liquidation des rémunérations forfaitaires mensuelles qui suivent le contrôle trimestriel du taux de participation.

§ 3. Les rémunérations visées au présent article sont liquidées mensuellement sur la base d'une déclaration de créance, visée par le président du Conseil supérieur de l'Audiovisuel de la Communauté française ou par le membre du personnel ayant reçu délégation du bureau.

Le montant global des rémunérations visées au présent article ne peut excéder 13.200 EUR sur une base annuelle, ce montant s'entend « avantages de toute nature compris ».

Art. 3. § 1^{er}. Les membres du Collège d'autorisation et de contrôle du Conseil supérieur de l'Audiovisuel, autres que ceux visés aux articles 1^{er} et 2, bénéficient d'un jeton de présence de 180 EUR par séance du Collège d'autorisation et de contrôle ou d'un groupe de travail.

Ce jeton de présence ne sera perçu qu'une fois pour l'ensemble des séances du collège d'autorisation et de contrôle ou de groupes de travail prévues sur une même journée.

Ils bénéficient des indemnités pour frais de parcours selon les modalités applicables aux agents de rang 12 du Ministère de la Communauté française.

L'ordonnateur des dépenses récupère le trop-perçu au moment de la liquidation du premier mois qui suit l'échéance.

§ 2. Les rémunérations visées au présent article sont liquidées mensuellement sur la base d'une déclaration de créance, visée par le président du Conseil supérieur de l'Audiovisuel de la Communauté française ou par le membre du personnel ayant reçu délégation du bureau.

Le montant global des indemnités visées au présent article ne peut excéder 5.500 EUR sur une base annuelle, ce montant s'entend « avantages de toute nature compris ».

§ 3. Les rémunérations visées au présent article ne sont pas cumulables avec les indemnités visées à l'article 2.

Art. 4. Les montants mentionnés aux articles 2 et 3 sont indexés annuellement en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation, conformément à la loi du 1^{er} mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses dans le secteur public. Ces montants sont rattachés à l'indice pivot 138,01 du 1^{er} janvier 1990.

Art. 5. L'arrêté du Gouvernement du 19 février 2004 fixant le statut des membres du bureau et des collègues du Conseil supérieur de l'Audiovisuel de la Communauté française est abrogé.

Art. 6. Le présent arrêté produit ses effets au 1^{er} janvier 2018.

Art. 7. Le Ministre des Médias est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 19 décembre 2018.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre-Président, en charge de l'Égalité des Chances et des Droits des Femmes,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enseignement Supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale,
de la Recherche et des Médias,
J.-Cl. MARCOURT

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2019/30038]

19 DECEMBER 2018. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van het statuut van de leden van het bureau en het college voor vergunning en controle van de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector van de Franse Gemeenschap

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet betreffende de audiovisuele mediadiensten, gecoördineerd op 26 maart 2009, inzonderheid op de artikelen 138, § 3, 139, § 4, en 142, § 6;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 februari 2004 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bureau en de colleges van de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 24 november 2018;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 28 november 2018;

Gelet op het advies nr. 64.861 van de Raad van State, gegeven op 18 december 2018, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de « gendertest » uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Overwegende de noodzakelijkheid om de bezoldigingsmechanismen van de openbare mandatarissen te vereenvoudigen en doorzichtiger te maken

Overwegende het bureau van de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector de nadere regels voor de vergoeding en bezoldiging van zijn leden en de leden van de Colleges van die instelling van openbaar nut opnieuw onderzocht heeft;

Op de voordracht van de Minister van Media;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. De voorzitter van de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector van de Franse Gemeenschap oefent zijn ambt voltijds uit.

Hij geniet een toelage die als wedde geldt die met de schaal 161/1 zoals bepaald in het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap overeenstemt.

Hij krijgt geen presentiegeld.

Art. 2. § 1. De ondervoorzitters van de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector genieten een presentiegeld van 180 euro per zitting van het bureau, van een vergadering van het College voor vergunning en controle of van een werkgroep gebonden aan het één of ander orgaan.

Dit presentiegeld zal slechts één keer voor het geheel van de zittingen van het bureau, de colleges of de werkgroepen voorzien voor dezelfde dag geïnd worden.

De ordonnateur van de uitgaven vordert de te veel geïnde bedragen terug bij de vereffening van de eerste maand volgend op de vervaldatum.

§ 2. De ondervoorzitters van de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector genieten bovendien een maandelijkse forfaitaire vergoeding van 350 euro voor hun prestaties wanneer ze deelnemen aan de activiteiten van het Adviescollege, aan een werkgroep, aan evenementen georganiseerd door de Hoge Raad voor de Audiovisuele of hun opdrachten van vertegenwoordiging in het kader van externe instellingen bij de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector.

Deze forfaitaire vergoeding wordt berekend in functie van het deelnemingspercentage van de begunstigen aan de vergaderingen van het bureau, de Colleges of werkgroepen, berekend op een driemaandelijke basis, volgens de hierna vermelde nadere regels :

- Indien de begunstigde zijn aanwezigheid op 80% van de bovenvermelde vergaderingen verantwoordt, zal de maandelijkse forfaitaire bezoldiging integraal geïnd worden;
- Indien de begunstigde zijn aanwezigheid op meer dan 50% en minder dan 80% van de bovenvermelde zittingen verantwoordt, zal de maandelijkse forfaitaire bezoldiging met de helft verminderd worden, d.w.z. 175 euro;
- Indien de begunstigde zijn aanwezigheid op ten minste 50% van de bovenvermelde zittingen niet kan verantwoorden, zal de maandelijkse forfaitaire bezoldiging geschorst worden.

De ordonnateur van de uitgaven vordert de te veel geïnde bedragen terug bij de vereffening van de maandelijkse forfaitaire bezoldigingen volgend op de driemaandelijke controle van het deelnemingspercentage.

§ 3. De bezoldigingen bedoeld in dit artikel worden maandelijks vereffend op basis van een schuldvorderingsaangifte, geïnde door de voorzitter van de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector van de Franse Gemeenschap of door een daartoe door het bureau met een delegatie bekleed personeelslid.

Het globale bedrag van de bezoldigingen bedoeld in dit artikel mag niet 13.200 EURO op jaarbasis overschrijden, dit bedrag wordt verstaan « voordelen van alle aard inbegrepen ».

Art. 3. § 1. De andere leden van het College voor vergunning en controle van de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector dan deze bedoeld in de artikelen 1 en 2, genieten een presentiegeld van 180 EURO per zitting van het College voor vergunning en controle of van een werkgroep.

Dit presentiegeld zal slechts één keer geïnd worden voor het geheel van de zittingen van het college voor vergunning en controle of van de werkgroepen die voor eenzelfde dag voorzien worden.

Ze genieten vergoedingen voor vervoerkosten volgens de nadere regels die van toepassing zijn op de ambtenaren van rang 12 van het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

De ordonnateur van uitgaven vordert de te veel geïnde bedragen terug bij de vereffening van de eerste maand volgend op de vervaldatum.

§ 2. De bezoldigingen bedoeld in dit artikel worden maandelijks vereffend op basis van een schuldvorderingsaangifte, geïnde door de voorzitter van de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector van de Franse Gemeenschap of door een daartoe door het bureau met een delegatie bekleed personeelslid.

Het globale bedrag van de vergoedingen bedoeld in dit artikel mag niet 5.500 EURO op jaarbasis overschrijden, dit bedrag wordt verstaan « voordelen van alle aard inbegrepen ».

§ 3. De bezoldigingen bedoeld in dit artikel mogen niet gecumuleerd worden met de vergoedingen bedoeld in artikel 2.

Art. 4. De bedragen bedoeld in de artikelen 2 en 3 worden elk jaar geïndexeerd in functie van de evolutie van het indexcijfer van de consumptieprijzen, overeenkomstig de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld. Deze bedragen zijn gekoppeld aan het spilindexcijfer 138,01 van 1 januari 1990.

Art. 5. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 februari 2004 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bureau en de colleges van de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector van de Franse Gemeenschap, wordt opgeheven.

Art. 6. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2018.

Art. 7. De Minister van Media is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 19 december 2018.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-President, belast met Gelijke kansen en Vrouwenrechten,
R. DEMOTTE

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Onderzoek en Media,
J.-Cl. MARCOURT